



## FAITS MARQUANTS DE L'IPBES-3:

### MERCREDI, 14 JANVIER 2015

L'IPBES-3 s'est de nouveau réunie ce mercredi 14 janvier 2015 à Bonn, en Allemagne. Les délégués se sont d'abord rassemblés en séance plénière pour discuter des stratégies de communication et d'association des parties prenantes, des orientations sur les partenariats stratégiques et des arrangements concernant les partenariats de collaboration avec les Nations Unies pour les travaux de la Plateforme. Des groupes de contact sur le budget, le programme de travail, les stratégies de communication et d'association des parties prenantes, et le règlement intérieur se sont réunis le reste de la journée. La plénière s'est de nouveau brièvement rassemblée dans la soirée pour recueillir les mises à jour sur les progrès accomplis.

### PLÉNIÈRE

**COMMUNICATION ET ASSOCIATION DES PARTIES PRENANTES: Stratégies de communication et de sensibilisation, et d'association des parties prenantes:** Concernant la stratégie d'association des parties prenantes, la FRANCE: a suggéré une politique de sensibilisation pour atteindre les parties prenantes concernées; a soutenu, avec l'INDE, l'adoption d'une stratégie d'association des parties prenantes; et, avec la RÉPUBLIQUE QUE CORÉE, a préféré que la stratégie d'association des parties prenantes soit supervisée par un forum de parties prenantes inclusif et à composition non limitée.

Concernant la communication, la NOUVELLE-ZÉLANDE a suggéré d'envisager un « compte-rendu pour les citoyens ». La BELGIQUE a cherché des éclaircissements concernant le public ciblé, les activités de sensibilisation et le processus d'évaluation. L'INDE a souligné que la communication soit politiquement pertinente et non politique prescriptive. Les parties prenantes ont proposé d'établir une unité d'association des parties prenantes. Un groupe de contact co-présidé par Leonel Sierralta (Chili) et Fundisile Mketeni (Afrique du Sud) a été mis en place.

**Orientations concernant les partenariats stratégiques:** Le Secrétariat a présenté le document IPBES/3/17. Les ÉTATS-UNIS ont estimé que la plupart des activités du programme de travail pourraient être conduites sans établir de partenariats officiels et ont appelé à envisager des mandats spécifiques pour chacun des partenaires. Le Président Zakri a fait noter que le projet d'orientations va être révisé.

**ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS: ARRANGEMENTS CONCERNANT LES PARTENARIATS DE COLLABORATION AVEC LES NATIONS UNIES POUR LES TRAVAUX DE LA PLATEFORME ET DE SON SECRÉTARIAT:** Le Secrétariat a présenté le document IPBES/3/INF/14. Salvatore Aricò, de l'UNESCO, s'exprimant au nom du PNUÉ, de la FAO, de l'UNESCO et du PNUD –les quatre entités intéressées par les arrangements concernant les partenariats de collaboration avec les Nations Unies pour les travaux de la Plateforme– a noté que les arrangements institutionnels ont été approuvés et que l'accord est prêt à être « pleinement mis en application ». Il a signalé

plusieurs initiatives en cours, présentant un intérêt pour l'IPBES, comme la Plateforme Live Knowledge du PNUÉ et l'initiative Future Earth de l'UNESCO, ainsi que les activités comme: l'accueil par la FAO du Secrétariat du Partenariat mondial sur les sols et le soutien à la mise en œuvre de ses actions; la contribution du PNUD à la formalisation du réseau BES-Net; et l'intégration de décisions de l'IPBES pertinentes dans les préparatifs du rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO) du PNUÉ et du rapport de la CDB à paraître sur l'Avenir de la biodiversité mondiale.

Le JAPON a souligné son soutien aux travaux d'élaboration de scénarios avec l'UNESCO et a anticipé avec impatience les synergies accrues avec d'autres AME pertinents.

**RAPPORTS DES GROUPES DE CONTACT À LA PLÉNIÈRE: Règlement intérieur:** Le Co-Président Watson a rapporté des progrès « fulgurants » dans la première lecture du texte sur les règles applicables à la préparation des produits de la Plateforme, et a indiqué que les membres entameront les travaux sur les conflits d'intérêt et les procédures de vérification de l'IPBES dans l'après-midi.

**Programme de travail:** Le Co-Président Baste a dit que le groupe avait conduit un inventaire initial et s'était accordé pour employer, comme point de départ, la proposition alternative préparée par le Bureau de l'IPBES et le GEM, qui propose d'intégrer les évaluations thématiques, mondiales et régionales. Il a indiqué que de petits groupes de rédaction ont également entamé des travaux sur le plan de gestion des données et de l'information et sur le renforcement des capacités.

**Budget:** Le Co-Président Sierralta a indiqué que le groupe avait entamé ses travaux sur deux textes: un examen de l'état des contributions en argent et en nature faites à la Plateforme en 2014; et un document de travail indiquant les informations budgétaires par produits pour l'option 1 du programme de travail de l'IPBES pour la période 2015-2018. Il a signalé que le groupe continuerait de travailler étroitement avec le groupe de contact sur le programme de travail.

À la clôture de la session, le Président Zakri a clarifié que le groupe de contact sur la stratégie de communication et de sensibilisation examinerait également la stratégie d'association des parties prenantes.

### GROUPES DE CONTACT

**PROGRAMME DE TRAVAIL:** Au cours de la réunion matinale du groupe de contact, les délégués ont assisté à un exposé sur les options possibles pour combiner les évaluations thématiques, régionales et mondiales, et discuté d'un échéancier pour les actions « anticipées » que devra prendre l'IPBES. Les discussions se sont centrées sur: la structure de gestion permettant d'assurer la cohérence entre les diverses évaluations; l'importance de l'intégrité de l'information; l'inclusion des points de vues et connaissances des peuples autochtones et locaux; et le travail sur les questions globales, notamment le commerce et la globalisation, les océans et la haute mer, les liens avec les travaux d'autres forums, comme les Objectifs d'Aichi dans le cadre de la CDB, et les travaux du programme de développement pour l'après-2015. Les délégués ont échangé

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Beate Antonich, Kate Louw et Wangu Mwangi. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT), le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette session a été fourni par le Secrétariat de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'Équipe du BNT à l'IPBES-3 peut être contactée par courrier électronique via l'adresse suivante: <Kate@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

des idées, notamment: d'établir des indicateurs pour l'évaluation mondiale; d'envisager que, si la combinaison peut s'avérer complexe d'un point de vue scientifique, l'alignement des évaluations thématiques sur les besoins de chaque secteur en termes de politiques est important; d'établir une équipe d'experts chargée d'assurer la cohérence conceptuelle; et d'étudier les gains en termes d'efficacité que présentent les réunions conjointes, pour permettre au Secrétariat de focaliser ses capacités sur la « direction du processus ».

Après le déjeuner, les délégués ont continué à « partager des réflexions sur la combinaison des évaluations », et des membres du GEM ont donné des « réponses préliminaires » aux questions concernant la procédure envisagée pour cadrer les travaux et l'établissement d'un groupe de coordination au niveau mondial. Quelques délégués ont exprimé leur préférence pour des évaluations thématiques indépendantes et autonomes, au lieu de leur intégration aux évaluations régionales. Un autre a appelé à un examen « moins simpliste » de l'intégration des CAL dans le programme de travail, en signalant les implications financières et en termes de renforcement des capacités.

**BUDGET:** Mercredi matin, le groupe de contact a commencé par achever l'examen du document du Bureau sur les procédures et règles financières. Le Co-Président Sierralta a ensuite invité les membres à discuter du texte révisé sur l'état des contributions en argent et en nature. Concernant les dépenses de 2014, les membres ont demandé des éclaircissements, entre autres, sur: les contributions par pays qui ne sont pas consignées dans la liste; le coût d'organisation de l'IPBES-3; et les économies totales réalisées dans le courant de l'année. Concernant la proposition de budget révisé pour 2015, les membres se sont interrogés, notamment, sur les prévisions des coûts de déplacement et la logique de recrutement du personnel nouveau. Le groupe a également entamé l'examen d'un document de séance stipulant l'information budgétaires par produits pour l'option 1 du programme de travail pour la période 2015-2018.

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR:** Le groupe de contact a poursuivi ses discussions sur les procédures pour la préparation des produits de la Plateforme. Concernant le traitement des éventuelles erreurs et plaintes, les participants sont convenus de limiter la procédure à un procédé unique de rectification. Concernant le cadrage, les participants sont convenus de supprimer l'annexe concernée et d'en tirer des éléments pour élaborer davantage le processus de cadrage. Le groupe a également décidé de supprimer un diagramme de flux figurant en annexe pour le cadrage du processus relatifs aux produits. Concernant les ateliers de la Plateforme, les participants ont discuté du financement de la participation d'experts venus des pays en développement et des pays à économies en transition, ainsi que des porteurs de connaissances autochtones et locaux, en signalant que la résolution de cette question dépendrait du résultat des discussions de la plénière sur le financement de la participation des experts. Le groupe de contact a également abordé la suppression d'un échéancier résumé relatif aux produits figurant en annexe et comportant des approches standard et accélérées. Les Co-Présidents du groupe de contact Watson, Barudanovic et Lonsdale ont alors présenté le texte proposé, en vue de son examen jeudi, pour une annexe relative à la procédure d'utilisation de la documentation dans les rapports de la Plateforme.

**STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET D'ASSOCIATION DES PARTIES PRENANTES:** Le groupe de contact s'est réuni pendant le déjeuner. Les participants sont convenus d'une stratégie de communication. Concernant la stratégie d'association des parties prenantes, les participants ont abordé des options pour la gestion de la stratégie, et nombre d'entre eux ont soutenu la deuxième option qui est d'établir un forum inclusif et à composition non limitée de parties prenantes. Certains s'y sont initialement opposés, en exprimant des inquiétudes relatives au budget. Après des discussions plus poussées, la plupart ont soutenu l'option 2. Les délégués ont également examiné la question de l'identification des parties prenantes, et certains ont évoqué la possibilité d'un processus d'identification.

#### COMPTE-RENDU DE SOIRÉE DES PRÉSIDENTS DES GROUPES DE CONTACT

**PROGRAMME DE TRAVAIL:** Le Co-Président Baste a indiqué que le groupe a achevé un échange de points de vue sur la combinaison des évaluations mondiales, régionales et

sous-régionales, et transmis ses propositions au GEM et au Bureau pour de plus amples éclaircissements. Il a indiqué que les membres reprendraient dans la soirée leur lecture de la table des chapitres du document générique de cadrage pour les évaluations régionales, suivant l'approche de rédaction adoptée à Antalya. Il a également rapporté qu'une session conjointe avec le groupe chargé du budget pourrait avoir lieu dans la soirée pour discuter des implications en termes de coûts des diverses options soumises à examen.

**BUDGET:** Le Co-Président Sierralta a indiqué que le groupe a révisé les propositions budgétaires pour 2015 sur tous les points non relatifs au programme de travail, et que le Bureau a achevé sa révision du document relatif aux contributions sur la base des apports du groupe, de façon à permettre de plus amples consultations avec les capitales. Il a signalé que la discussion d'un document de séance sur l'information budgétaire par produits pour l'option 1 du programme de travail pour 2015-2018 reprendrait jeudi.

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR:** Le Co-Président Watson a rapporté que le groupe avait presque fini ses travaux sur la procédure relative aux produits, en signalant que les seules questions restées en suspens sont l'annexe relative à la documentation grise et les dispositions relatives au financement des ateliers. Il a expliqué que ces dernières dépendent uniquement de la résolution de la question du financement pour la participation des experts. Il a expliqué aussi que l'annexe au document sur les CAL ne peut pas être examiné jusqu'à ce que l'Équipe spéciale chargée des CAL ait achevé ses travaux. Il a noté que le groupe examinera jeudi les conflits d'intérêts et l'évaluation de la Plateforme. Watson a déclaré que, si aucun accord en peut être obtenu à l'IPBES-3 sur l'admission des observateurs, le groupe devra convenir d'une procédure temporaire pour l'IPBES-4.

**STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET D'ASSOCIATION DES PARTIES PRENANTES:** Le Co-Président Mketeni a indiqué que le groupe a achevé ses travaux sur la stratégie de communication et que le travail sur les stratégies d'association des parties prenantes avancent bien. Signalant la préférence générale pour un forum de parties prenantes à composition non limitée, il a indiqué que les questions restées en suspens concernant la façon de gérer la mise en œuvre de la stratégie à travers un forum ouvert, et quel serait le rôle de supervision de l'IPBES.

#### DANS LES COULOIRS

Quel est mon nom? Après trois jours de réunion, de nombreux délégués à l'IPBES-3 continuent de faire preuve d'une grande créativité dans leur prononciation du sigle de leur Plateforme, la désignant de façon variée soit en épelant I-P-B-E-S ou I-P-B-S, soit en prononçant les vocables ip-bés et ip-bis, ou encore en combinant les deux pour former I-P-bis et I-P bés.

Outre ses défis phonétiques, certains délégués ont exprimé leurs inquiétudes face aux divergences des points de vues exprimés pendant la journée quant à l'opportunité de mettre l'accent sur l'élément « science » ou l'élément « politique » de la Plateforme. Au moment d'envisager la marche à suivre pour la Plateforme, ils réfléchissent non seulement aux leçons apprises du GIEC, mais aussi à la façon d'équilibrer les apports et les besoins des différentes communautés scientifiques, politiques et de savoirs. Très à propos, le Co-Président du groupe de contact sur le programme de travail Alfred Oteng-Yeboah a invité les membres à visualiser un chemin très large en se laissant guider par « un cœur qui souhaite la survie de l'IPBES ».

Ailleurs, des messes basses plus sérieuses se sont fait entendre. L'inquiétude face aux éventuels conflits d'intérêt que pourraient avoir certains experts participant de l'évaluation accélérée des pollinisateurs, de la pollinisation et de la production alimentaire, du fait de leurs liens avec l'industrie, semble s'être infiltrée dans la discussion sur les valeurs. Et, si certains affirment que les liens avec l'industrie aideront à intégrer la gamme la plus large de connaissances et de points de vue, d'autres mettent en garde sur le fait que l'IPBES a déjà des difficultés concernant le financement de la participation d'experts et que les « poches profondes » disposent ainsi d'une opportunité de compromettre l'indépendance scientifique des évaluations projetées. Face à l'imminente plénière d'inventaire, un délégué a été entendu estimant que la solution la plus pratique sera peut-être d'assurer une parfaite transparence pour que ces inquiétudes puissent être mises en lumière.